

Elections présidentielles au Kirgizstan : une bouffée d'espoir

4 novembre

Par René Cagnat, chercheur associé à l'IRIS

L'élection présidentielle kirgize tenue ce 30 octobre s'est soldée par un incontestable succès pour la démocratie : pour la première fois en Asie centrale, depuis l'effondrement de l'URSS, un président souhaité par la majorité de son peuple a été légalement élu. Des fraudes pourtant se sont produites et suscitent déjà des remous dans le Sud du pays. Néanmoins, l'écart entre le futur président et ses concurrents est tel qu'une remise en cause en profondeur de l'élection est peu probable.



Un succès et un exemple

Scrupuleusement suivi par un millier d'observateurs internationaux –dont plus de 300 de l'OSCE-, le scrutin s'est déroulé par une belle journée de soleil et de neige qui ajoutait encore à la réussite de cette fête de la démocratie kirgize que fut le 30 octobre 2011. Dans les bureaux de vote bien tenus –et parfois fleuris !- vous accueilliez, le plus souvent, des équipes de femmes compétentes et énergiques : où trouver les hommes dans un pays où la plupart d'entre eux sont partis travailler en Russie ou au Kazakhstan(1) ? Des observateurs locaux, fréquemment des jeunes gens, discrets et vigilants, complétaient le dispositif de surveillance.

A l'image de cette antique *babouchka* russe se traînant vers l'urne sur ses béquilles, le petit peuple recru de révolutions et exaspéré par l'arbitraire et la corruption avait décidé cette fois-ci de voter. Son candidat était le social-démocrate Almazbek Atambaev jugé plus digne et modéré que certains de ses inquiétants concurrents fervents staliniens, voire pire. Le taux de participation qui avoisinait naguère les 50 % s'est établi à 61,28%, atteignant parfois un niveau inusité, **sinon suspect** : 84% dans les régions du Tchou et de Talas ! Atambaev a donc été élu avec une avance considérable sur ses rivaux : selon les données préliminaires, 63,24 % contre 14,77 et 14,32 à MM. Madoumarov et Tachiev. Le futur président arrive en tête dans 8 des 10 régions et grandes villes, y compris à Och où il a bénéficié du vote ouzbek.

Quel exemple que ces élections pour les sombres voisins du petit Kirgizstan : l'Ouzbékistan, la Chine, le Tadjikistan et, un peu au-delà, l'épouvantable Afghanistan ! Il y a au moins un

faible espoir que le « modèle kyrgyz » puisse influencer le Kazakhstan, pays frère de tradition nomade et donc libertaire et -pourquoi pas ?- la Russie dont le peuple mérite tant une vraie démocratie...

Le président Atambaev sera-t-il à la hauteur de la confiance qui lui est accordée ? Des critiques, parfois féroces, fusent à son encontre. Comme l'a fait si bien jusqu'ici la présidente par intérim Roza Otounbaeva, il lui faudra louvoyer entre obstacles intérieurs et pressions extérieures.

Obstacles intérieurs

Les vieilles habitudes soviétiques constituent le plus terrible des obstacles. Ainsi, alors qu'Atambaev n'avait pas besoin de fraudes pour gagner et n'a probablement pas demandé à en bénéficier, les *hakim* ou préfets de région ou de district se sont ingéniés à en manigancer. Pourquoi ? Parce que ces Messieurs ne veulent pas d'un nouveau maître qui ne tarderait pas à les limoger. En courtisans avisés, ils veulent aussi un résultat électoral plus favorable que celui du voisin. Ils ont donc profité notamment des deux-tiers des bureaux de vote laissés sans surveillance internationale(2) pour aménager leurs petits trafics. Le pouce de certains votants n'a pas été marqué à l'encre, ce qui a permis le fameux « carroussel » d'autobus chargés d'individus – souvent enseignants et étudiants sans le sou - passant d'un bureau électoral à l'autre. Des votes multiples auraient été permis par l'utilisation de bulletins opportunément subtilisés à l'imprimerie nationale(3). Mais la falsification la plus pratiquée, cette fois-ci, correspond à la non-inscription d'électeurs sur les listes. Cela a pu concerner dans certains bureaux jusqu'à 100 personnes vraisemblablement connues pour leurs opinions. Ainsi, devant un bureau de vote, avons-nous vu arriver, recroquevillée dans son fauteuil roulant, une très vieille dame paralytique poussée par son fils aussi miséreux qu'elle. Elle m'a dit vouloir voter « communiste comme d'habitude ». Elle a attendu vingt minutes dans le froid le temps que son fils négocie à l'intérieur son suffrage pour finalement apprendre qu'ils n'étaient plus inscrits sur les listes et que, pire, les communistes n'étaient pas représentés à l'élection ! Le spectacle des deux vieux communistes repartant accablés dans la neige était poignant !

Il convient de souligner que ces fraudes n'ont pas été le fait, comme on les appelle ici, des seules « ressources administratives », mais bien de la plupart des candidats en mesure de financer les falsifications. Pour cette raison sans doute, sur seize candidats en lice, treize, moins riches, sont restés en dessous de la barre des 1% de votes...

La légitimité électorale sera indispensable au futur président s'il veut affronter avec succès les épreuves qui l'attendent face à un parlement où Ata-Jourt, le parti du candidat malheureux Kamchybek Tachiev, est encore très influent. Ce parlement qu'il lui faudra probablement dissoudre, s'il veut promouvoir un retour à un système plus présidentiel(4), peut lui tendre bien des pièges. Enfin, les réticences à l'encontre du pouvoir de la plupart des « structures de force » et, surtout dans le Sud du pays, de la milice, risquent de compromettre le maintien de l'ordre.

Les pressions extérieures

« Etre indépendant, c'est ne pas dépendre d'un seul ». Depuis le président Akaev, ce principe guide la politique du Kyrgyzstan pays pauvre et endetté obligé de quémander un peu partout des soutiens financiers. Bichkek a ainsi bénéficié jusqu'ici des libéralités calculées du FMI et de la Banque mondiale, mais surtout de la générosité intéressée des Etats-Unis qui payent

pour garder leur base de Manas, de la Russie qui entend maintenir ses positions, de la Turquie qui promeut une solidarité turcophone et, de plus en plus, de la Chine qui mène sur le territoire d'énormes chantiers routiers. Mais Moscou, ces derniers temps, a instauré au Kirgizstan un quasi monopole de Gazprom et en a joué pour imposer ses conditions au Premier ministre Atambaev. Ce dernier, face aux impératifs financiers de fin d'année que la Russie devrait prendre en compte, n'a pu, dans sa première déclaration de futur président, que complaire au Kremlin en affirmant que le bail américain de Manas ne sera pas renouvelé en 2014(5). Fait-il ainsi le deuil de la politique étrangère « pluri-vectorielle » jusqu'ici menée ? Les vestiges d'indépendance vont-ils être délayés dans l'Union douanière dont le Kirgizstan devrait faire partie aux côtés de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan(6) ? Les négociations promettent d'être aussi difficiles avec ces nouveaux partenaires que bientôt avec les Kirgizes du Sud qui, non sans hypocrisie, se disent indignés par la fraude électorale...

Bon courage, Monsieur le Président ! ■

*Cet article fait suite à la note « [Kirgizstan : impressions et pronostics à dix jours de l'élection présidentielle](#) » du même auteur.

(1) Ils seraient au nombre de 700 000 sur une population de 5,2 millions d'habitants

(2) Selon la note de l'OSCE du 30 octobre 2011 « Statement of Preliminary Findings and conclusions », il y avait 2318 bureaux de vote (p.4) dont 877 ont été inspectés par 292 observateurs de l'organisation (p.11).

(3) L'impression des bulletins de vote n'a pas été soumise à l'inspection de l'OSCE (supra p.4).

(4) Le système actuel, parlementaire, nuit à l'autorité indispensable du président.

(5) Atambaev a déclaré que cette base située à 20 km de Bichkek était une menace pour la capitale car, en cas de conflit avec les Américains, les Iraniens pourraient un jour la gratifier d'une frappe (nucléaire ?)

archives Analyse du jour

- 4 novembre

[Elections présidentielles au Kirgizstan : une bouffée d'espoir](#)

- 1er novembre

[Argentine : De quoi la réélection de Cristina Kirchner est-elle le signe \(...\)](#)

- 31 octobre

[Quel bilan préliminaire de la pré-campagne américaine de 2012 ?](#)

- 28 octobre

[RD Congo : qu'attendre des élections du 28 novembre ?](#)

- 27 octobre

[Libye/Tunisie : Quand le spectre de l'islamisme revient hanter les \(...\)](#)

- 25 octobre

[Elections en Tunisie : quelle lecture ?](#)

- 24 octobre

[Espagne, 20 novembre 2011, une élection sans enjeux intérieurs et extérieurs \(...\)](#)

- 21 octobre

[Tunisie, la démocratie à venir](#)

- 19 octobre

[Vers une nouvelle révolution énergétique ?](#)

- 17 octobre

[Amérique latine. Jusqu'à quel point croissance économique et violences \(...\)](#)

[afficher archives](#) 

Qui sommes nous ?



L'[IRIS](#) - Institut de relations internationales et stratégiques, centre de recherche en relations internationales, a créé son site d'informations "affaires-strategiques.info".

[Suite...](#)